



UFROS ACTU

VOUS AVEZ DIT... URGENCE SANITAIRE

Alors que nous sommes à notre 4ème semaine de confinement et que la pandémie du COVID 19 touche le monde entier, nos dirigeants ont-ils pris enfin la mesure de la catastrophe sanitaire qui nous touche ?

On pourrait le croire à voir les ministres se succéder à la télévision pour distiller la bonne parole macronnienne, reprise en boucle par tous les commentateurs zélés aux ordres du pouvoir.

Mais ne nous y trompons pas !

Derrière le déchaînement médiatique, la réalité de terrain reste toujours aussi explosive. Les professionnels de santé, en première ligne pour soigner les malades qui arrivent massivement dans les hôpitaux, n'ont toujours pas accès au matériel de protection et de soins indispensables.

Alors c'est la solidarité de la part de particuliers ou d'entreprises qui se met en place pour venir suppléer les carences de l'État.

Au moment où Macron annonçait un plan pour l'Hôpital Public, il commandait un rapport à la Caisse des Dépôts et Consignations préparant la privatisation par vente à la découpe du système public de santé.

C'est scandaleux.

Et que dire de la décision de l'ARS de la région Grand Est qui ne voit pas de raison de "remettre en cause" la suppression de 174 lits et de 598 postes au sein du CHRU de Nancy.

Quelle indécence...

Pendant ce temps, la situation dans les EHPAD est explosive. Le manque d'anticipation de l'épidémie est flagrant, malgré les cris d'alarme des personnels soignants et non soignants ainsi que de certains directeurs.

Les groupes à la tête de ces structures continuent de gagner du fric sur le dos des personnes âgées dépendantes et de leurs familles. Eux aussi auront des comptes à rendre.

Le nombre de contaminations et de décès est en augmentation exponentielle, tant au niveau des résidents qui se sont retrouvés privés de toute visite, certains confinés dans leur chambre, que des personnels contaminés.

A l'heure actuelle on parle de dépistage de masse et de confinement adapté. Est-ce que ce sera suffisant quand un tiers des décès concerne des personnes résidant en EHPAD ?

La course au vaccin s'est engagée entre les différents laboratoires pharmaceutiques pour être le premier sur la ligne d'arrivée et empêcher le pactole, alors que la recherche publique est sacrifiée sur l'autel du libéralisme et du profit capitaliste.

La santé est un BIEN COMMUN et ne saurait être considérée comme une marchandise !

Alors que les ministres, comme la porte-parole du gouvernement nous ont serinés pendant des semaines que le port du masque n'était pas nécessaire voire inutile, celui-ci deviendrait maintenant obligatoire, sous peine d'amende selon certains arrêtés municipaux.



Et maintenant, comme par miracle, à l'approche de Pâques, ces mêmes grands penseurs nous assurent que les masques seront disponibles pour l'ensemble de la population, mais en même temps nous invitent à les faire nous-mêmes.

De qui se moque-t-on ?

La CGT exige que le gouvernement débloque en urgence des moyens financiers et humains à la hauteur des risques sanitaires,

Autre nouveauté qui doit nous interpeller, la possibilité de télécharger son attestation de déplacement dérogatoire sur son téléphone portable.

Bien entendu le ministère de l'intérieur l'assure, aucun traçage (tracking) ne sera effectué par leurs services.

Mais la Ligue des Droits de l'Homme s'exprime clairement sur ce sujet : *"les technologies de l'information et de la communication, si elles constituent d'indéniables avancées, peuvent être exploitées et deviennent alors des outils de surveillance et d'oppression."*

Parce qu'à l'UFROS le lien social doit rester la priorité, et encore plus pendant cette période de confinement, nous vous transmettons des informations qui peuvent être utiles, pour vous et vos familles. Gardons le lien nécessaire pour lutter contre la solitude avec les camarades qui n'ont pas les outils pour rester connectés.

Parce que nous avons la solidarité chevillée au corps et au cœur...prenez soin de vous et de vos familles, camarades

Comme l'a dit, sur son lit d'hôpital, notre camarade Benjamin Amar, membre de la direction confédérale, atteint du COVID 19 " Pas d'union sacrée avec ceux qui sont responsables de cette saloperie !"

LA CGT AU SERVICE DES SALARIÉ-E-S

Comme annoncé lors du numéro précédent d'Ufros Actu, la CGT a mis en place, dans certaines régions, un numéro vert pour permettre de renseigner les salarié-e-s sur leurs droits en cette période de confinement.

L'Ufros tient à vous transmettre les numéros verts dont elle a connaissance.

Si nous, retraité-e-s, n'en avons pas ou très peu besoin, nos enfants, notre entourage, se trouvent peut-être dans des situations auxquelles ils ne sont pas préparés (télétravail, garde des enfants, chômage partiel...).

La CGT est prête, avec ces numéros verts, à leur donner les réponses à leurs questions.

0 805 384 899

Service & appel
gratuits

RÉGION AUVERGNE RHONE APES

N° d'appel gratuit 08 05 38 48 22

RÉGION ÎLE DE FRANCE



RÉGION BRETAGNE

ARS GRAND EST

Le directeur de l'Agence régionale de Santé du Grand Est, Christophe Lannelongue, a été limogé, ce mercredi 8 avril, après le conseil des ministres.

Ses propos polémiques sur le CHRU de Nancy, le week-end dernier, avaient soulevé une vague de protestations. Malgré l'épidémie, il défendait toujours le plan d'économies prévoyant la suppression de 174 lits et de 598 postes.

Christophe Lannelongue avait défendu bec et ongles ce plan de réorganisation dans la presse régionale **"La trajectoire restera la même"**, avait-il assuré. **"Moi, je fais mon boulot. J'applique ce que le ministère a décidé"**, avait-il rappelé.

LEUR « APRÈS » N'EST PAS LE NOTRE

Alors que la pandémie bat son plein, Le Président Macron et son gouvernement ont commandé un rapport à la caisse des dépôts et consignation dont l'objectif est d'offrir encore plus, le juteux marché de la santé au secteur privé. Alors que les médecins et le personnel soignant se battent pour sauver des vies avec les faibles moyens dont ils disposent, ce rapport accablant préfigure l'asphyxie de notre système de santé public.

Ce double langage présidentiel est insupportable :

- D'un côté, il tresse des louanges aux personnels de santé des hôpitaux publics, de l'autre, il ouvre encore plus grandes les portes aux industries chimiques, aux grands trusts pharmaceutiques, aux banques et aux assurances en accélérant le processus de marchandisation de la santé qui est la cause de cette catastrophe sanitaire.
- D'un côté, il proclame que « la santé appartient aux biens et services qui doivent être placés en dehors des lois du marché », de l'autre, sa « commande » à la caisse des dépôts et consignation prône une plus grande mise en concurrence des secteurs publics et privés pour abaisser encore les rémunérations du personnel de santé. Ainsi, il propose d'accélérer les privatisations de l'hôpital public, avec les fameux partenariats « public-privé » qui ont tous conduits à des fiascos sanitaires et économiques.

Dans ce plan « d'après », rien n'est prévu pour augmenter les dépenses publiques de santé, bien au contraire le fameux Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) reste l'outil de « régulation » pour en contraindre toujours plus la progression.

Bref, la « stratégie » sanitaire reste bien appuyée au capitalisme financier où viennent se positionner des grandes compagnies d'assurance comme AG2R ou Malakoff Humanis, des firmes chimiques comme Astra Zeneca, des filiales du Crédit Agricole et de la Banque Postale.

Au cœur de cette pandémie, les milieux d'affaires avec la complicité de l'Etat réfléchissent à la meilleure façon, non pas de protéger les êtres humains, mais de profiter de la situation, en utilisant, par exemple, l'épargne populaire pour la relance de l'économie capitaliste.

La riposte s'impose. Demain ne peut être comme avant. Et les travailleurs, notamment ceux qui sont en première ligne ne peuvent être appelés à payer une nouvelle fois.

Plus que jamais, nous devons continuer à porter les réflexions sur le type d'Etat social et républicain dont nous avons besoin. Il nous faut :

- Exiger l'annulation totale de la dette des hôpitaux.
- Obtenir une augmentation conséquente des rémunérations des salariés de la santé, un plan audacieux d'embauches, la réouverture des hôpitaux fermés, la relance de la recherche fondamentale.

On trouve des milliards pour le secteur privé. On doit en trouver pour l'hôpital public.

Il est nécessaire de mettre en œuvre une grande politique de la santé publique dans le cadre d'une sécurité sociale réinventée portant les bases et les valeurs « des jours heureux » de 1945 et avec le concours de tous les intéressés, salariés et usagers.

Avec ses propositions, la CGT est de ce combat-là !



PLUS JAMAIS ÇA, CONSTRUISONS, ENSEMBLE, LE JOUR D'APRÈS

Ces organisations appellent les citoyen·ne·s et l'ensemble de la société à faire entendre leurs voix pour reconstruire ensemble un futur écologique, démocratique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral.

Alors que des actions urgentes s'imposent face à la crise sanitaire et que des décisions structurantes pour l'avenir sont en cours de discussion, il est primordial d'unir nos voix et d'axer le débat sur des mesures qui sont cruciales pour ne pas reproduire les erreurs du passé.

Par cette pétition, les citoyen·ne·s ont l'occasion d'exprimer leur soutien en faveur de quatre mesures urgentes, et de trois mesures de plus long terme.

À court terme, il s'agit de stopper les activités non indispensables, de réquisitionner établissements médicaux privés et entreprises pour répondre à la crise, de suspendre les versements de dividendes, rachats d'action et bonus aux PDG, et d'orienter les milliards d'euros injectés dans l'économie française et européenne vers les besoins sociaux et écologiques des populations.

À plus long terme, la pétition invite à soutenir des politiques publiques pour ne plus jamais revivre ce que nous vivons actuellement. Services publics, fiscalité plus juste, ainsi que relocalisation et réorientation de l'agriculture, de l'industrie et des services doivent devenir les nouvelles priorités de l'action politique, pour remettre l'économie au service du plus grand nombre et limiter les dérèglements climatiques.

Cette pétition est relayée sur les sites des nombreuses organisations signataires : Action Non-Violente COP 21, Alternatiba, les Amis de la Terre France, Attac France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services Publics, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Copernic, Greenpeace France, Oxfam France, Reclaim Finance, Union syndicale Solidaires, 350.org.

SIGNONS MASSIVEMENT LA PÉTITION :



<https://www.cgt.fr/actualites/europe/mobilisation/plus-jamais-ca-construisons-ensemble-le-jour-dapres>